

«TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS» (Karl Marx)

Lutte Ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 197 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 3012 - Prix : 1 €

Il faut confisquer les bénéfices des profiteurs de guerre !



**1^{er} Mai : une journée
de lutte pour les
travailleurs de tous les
pays**

page 5



**Colère et mobilisation
des salariés du secteur
privé de la Santé pour les
salaires**

page 9

**Madagascar :
la jeunesse se
remobilise**

page 11

Confiscation des bénéfices de tous les profiteurs de guerre !

Face à la flambée du prix des carburants, le Premier ministre poursuit ses gesticulations. Il accuse désormais des distributeurs de ne pas jouer le jeu. La charge n'est pas très violente, Lecornu a indiqué avoir demandé à ses ministres « d'objectiver (!) une bonne fois pour toutes ce qui s'était passé sur les marges des distributeurs ».

De qui se moque-t-il ? Combien de temps leur faudra-t-il pour « objectiver » ? Tout le monde l'a constaté à la station-service : quand les cours du pétrole mondial augmentent, les hausses sont aussitôt répercutées, mais quand ils baissent, le prix à la pompe met beaucoup de temps à redescendre.

Personne ne sera étonné d'apprendre que les distributeurs de carburants ont profité de l'envolée du cours du baril de pétrole pour augmenter leurs marges, parfois de 30 %.

Le gouvernement se prépare peut-être à mettre à exécution son décret sur l'encadrement des marges des distributeurs. Dans ce cas, ce sera beaucoup de bruit pour pas grand-chose car cela n'empêchera pas les prix de monter si le cours du pétrole continue de grimper. En attendant, on ne parle pas de tous les autres profiteurs qui se gavent sur notre dos à une échelle bien plus grande.

Les plus gros profiteurs protégés

Depuis le début de la guerre en Iran, les marges des pétroliers ont été multipliées par quatre. Leurs cours en Bourse se sont envolés. TotalEnergies a réalisé un coup spéculatif à un milliard de dollars. Contre ce profiteurlà, le gouvernement n'a rien prévu. Même chose pour les engrais, vendus avec 30 % d'augmentation. Là encore, les profiteurs ne sont pas pointés du doigt !

Et puis, il y a les financiers, qui ne sont jamais les derniers à se servir. Ils demandent un milliard supplémentaire pour le remboursement de la dette française parce que les taux d'intérêt ont augmenté. Mais cette hausse ne tombe pas du ciel : elle est imposée par les banques et fonds d'investissement qui profitent de la situation pour racketter encore plus l'État et, en fait, la population. Eh bien, le gouvernement obtempère et prévoit de réviser le budget pour faire 6 milliards d'économies supplémentaires !

Le gouvernement ne combat pas les profiteurs de crise et de guerre, il les engraisse, à commencer par ceux de l'industrie d'armement. Un seul missile Mica est vendu 600 000 euros par MBDA à l'État, une heure de vol d'un Rafale, c'est 20 000 euros.

Au total, rien que le surcoût engendré par les opérations militaires dans le Golfe se monte à 200 millions par mois. C'est autant d'argent qui va se retrouver dans les coffres-forts de Thales, Dassault, Safran, Naval Group... et de leurs actionnaires qui se félicitent que la guerre se poursuive.

Ces messieurs de la bourgeoisie ne font pas la guerre, eux. Ils la vendent. Et nous la payons.

Nous ne la payons pas encore au prix de dizaines de milliers de morts comme c'est le cas en Ukraine ou au Moyen-Orient. Mais nous en payons déjà la facture, qui va encore s'alourdir puisque le gouvernement a prévu une rallonge à la loi de programmation militaire de 36 milliards d'ici 2030.

N'acceptons pas d'être les victimes de leur système, de leur crise et de leurs guerres !

Macron a osé affirmer que « nous sommes tous embarqués dans la même galère ». Quelle blague ! Les capitalistes profitent et s'enrichissent, et le monde du travail paie !

Nous laissons une fortune à la pompe. Nous payons une inflation qui ronge nos salaires, déjà insuffisants. Nous payons parce que le grand patronat conforte sa rentabilité en multipliant les suppressions d'emplois et les fermetures de sites. Nous payons aussi parce que le gouvernement, au prétexte de la crise, réduit toutes les dépenses utiles à la population.

Il ne faut plus l'accepter. Il faut nous opposer à la grande bourgeoisie et aux actionnaires à la tête des multinationales. Ce sont des rapaces, des profiteurs de guerre et des spéculateurs, qui font leur beurre sur les malheurs du monde.

Il faut que les travailleurs se préparent à faire ce qu'aucun gouvernement ne veut faire : rendre publics les comptes des multinationales et de leurs holdings pour faire vraiment la transparence sur les circuits de l'argent. Il faut confisquer leurs bénéfices de guerre, empêcher les capitalistes de laminer notre pouvoir d'achat et de priver des centaines de milliers de travailleurs de leur gagne-pain.

Nathalie ARTHAUD

Budget : une guerre à la population

Alors que l'année est loin d'être finie, le gouvernement Lecornu prévoit déjà des « *mesures supplémentaires de freinage de la dépense* », c'est-à-dire de nouvelles coupes budgétaires dans les services utiles à la population.

Réuni mardi 21 avril, le comité d'alerte des finances publiques a donné ses chiffres : 6 milliards d'économies à faire en plus. David Amiel, ministre des Comptes publics, justifiait déjà devant le Sénat ce nouveau tour de vis dans le budget par « *les surcoûts liés à l'engagement de nos forces* » dans la guerre au Moyen-Orient, cette guerre à laquelle Macron prétend que la France ne participe pas !

Les banques ont profité de la guerre en Iran pour augmenter les taux d'intérêt auxquels les États, dont la France, sont obligés d'emprunter. En 2025, la France avait versé 65 milliards d'euros en intérêts.

Aujourd'hui, le gouvernement évoque un surcoût de 3,6 milliards d'euros en 2026 en raison du racket en hausse des banquiers, sans oublier les milliards supplémentaires prévus pour l'armement.

Sans surprise, David Amiel a prévenu que chaque dépense supplémentaire pour les entreprises ou la guerre serait compensée par « *une annulation d'une dépense qui était prévue, à l'euro près* » dans le budget 2026.

Il ne s'agit évidemment pas de s'en prendre aux centaines de mil-

liards d'aides publiques versées chaque année au patronat. Par contre, le gouvernement parle déjà de saigner la Sécurité sociale à hauteur de 2 milliards supplémentaires pour compenser ces coûts dans le budget de l'État. En fait, le seul budget dont on sait déjà qu'il sera épargné par ces coupes est celui des armées, qui a obtenu une rallonge de 36 milliards sur quatre ans la semaine dernière, dont 8,5 milliards pour les munitions en remplacement de celles qui ont été utilisées dans la guerre au Moyen-Orient depuis un mois et demi.

C'est ce qui s'appelle un budget de guerre... contre tous les services utiles à la population, et au service du patronat.

Carburants : les salaires doivent suivre les prix !

Les prix des carburants restent bien élevés. Ces prix sont paraît-il suspendus aux déclarations contradictoires de Trump, à leurs effets sur le marché, aux spéculations des grands opérateurs et à mille et une autres variables dont aucune ne dépendrait du gouvernement. C'est du moins ce qu'affirment les ministres. Et le représentant des industries pétrolières d'ajouter benoîtement que tout redeviendrait normal avec le rétablissement de la paix au Moyen-Orient.

Le gouvernement ainsi que certaines collectivités territoriales et l'Union européenne ont accordé des aides aux agriculteurs, sous forme de délais de paiement pour certaines cotisations, aux pêcheurs, avec une aide directe pour l'achat de carburant, et des promesses ont été faites à quelques autres. C'est une goutte d'eau dans la mer et, par exemple, des bateaux restent à quai car la vente de la pêche ne couvre plus les frais de gazole.

Mardi 21 avril, Lecornu se fendait toutefois de la promesse d'une aide de 20 centimes par litre pour trois

millions de « gros rouleurs » modestes, pour un total de 70 à 180 millions d'euros par mois assumés par l'argent public.

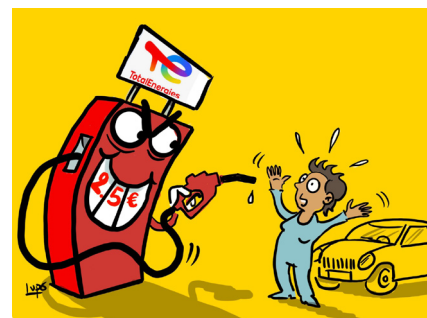
La splendide organisation de la vie sociale autour de l'automobile, du centre commercial et des concentrations de salariés loin de leurs habitations devient vite hors de prix en cas de crise, du moins pour les exploités.

La menace, toute verbale pour l'instant, de limiter les marges des distributeurs est un faux-semblant. Tout cela vise en fait à ne surtout pas parler des groupes qui, eux, font des bénéfices colossaux, les majors du pétrole, Total et ses sœurs, qui se payent même le luxe d'organiser la spéculation en profitant de la crise.

En définitive, tant qu'il n'est pas confronté à une crise politique ou sociale, le gouvernement laisse la population se faire rançonner et se contente de discours sur la transition énergétique, le passage à l'électrique et autres fariboles qui ne remplissent ni le réservoir ni le réfrigérateur. Ses opposants politiques, aujourd'hui loin des responsabilités, parlent de

baisser ou de figer les prix des carburants, aux dépens des fonds publics évidemment. Ce que l'État perdrait alors en taxes sur les carburants, il le reprendrait forcément ailleurs, d'une façon ou d'une autre, mais toujours aux dépens de la population. Il n'est que de voir comment les dépenses budgétaires utiles sont rognées, de mois en mois, pour abonder le budget militaire et les aides aux grandes entreprises.

Puisque le carburant est devenu un bien indispensable, puisque les capitalistes en fixent le prix, puisque leurs guerres le font monter de jour en jour, les travailleurs doivent exiger des salaires, des pensions et des retraites permettant de conserver leur niveau de vie, quels que soient le prix



Quand la guerre fait exploser... les profits des capitalistes !

Les dernières augmentations des prix des carburants n'ont pas fait que des malheureux (les travailleurs salariés), ils ont enrichis comme jamais les actionnaires des compagnies pétrolières.

En mars, le groupe pétrolier français Total a empoché la bagatelle d'un milliard d'euros de profits supplémentaires.

La SRPP (la Société Réunionnaise des Produits Pétroliers) a fait remonter en 2024 à son unique actionnaire, le groupe Rubis, 14,8 millions d'euros, mais 64 millions d'euros de 2021 à 2024.

Au total pour 2024, les actionnaires de Rubis se sont partagés 245 millions d'euros de profits réalisés dans toutes ses filiales.

Il y a fort à parier que l'année 2025 sera du même tonneau et que l'année 2026 lui permettra, avec la guerre du Moyen Orient, d'augmenter encore plus ses profits.

C'est sur le magot de ces profiteurs qu'il faut prendre pour ramener les prix de l'essence, du gasoil et du gaz là où ils étaient avant la crise !

Pour la baisse des carburants et l'augmentation des salaires, mobilisons-nous !

Après la hausse des prix des carburants du 1^{er} avril, la Région a répondu cinq sur cinq aux revendications des patrons transporteurs.

Le 24 avril, la commission permanente de la collectivité a voté une ristourne de 10 centimes supplémentaires par litre de gazole pour les professionnels de la route qui s'ajoute aux 8 centimes ou 23 centimes (suivant la profession) qu'ils perçoivent déjà.

La Région s'est aussi engagé à prendre en charge le surcoût carburant du réseau Car Jaune, estimé à environ 1,3 million d'euros si la crise se prolonge.

Pour les travailleurs, le seul geste consenti par la Région est le maintien de la bouteille de gaz à 18 euros et une réduction de 50 % du coût des abonnements Car Jaune pendant 6 mois.

Pour ceux qui utilisent leur voiture

pour travailler, il n'y a rien.

État, Région, patrons transporteurs et présidents des chambres consulaires, supplient les quatre pétroliers présents sur l'île de « *prendre leurs responsabilités* » et de « *faire un geste* » pour les automobilistes.

Mais les capitalistes qui ont engrangé d'énormes bénéfices en quelques semaines, ne l'entendent pas de cette oreille. « *Circulez, il n'y rien à voir* » !

Huguette Bello qui espérait « *une fumée blanche* » a reçu...un gaz d'échappement !

Les travailleurs n'ont rien à attendre des palabres des politiciens et des représentants patronaux.

La baisse des carburants, ils devront l'imposer par la grève.

Pour le même motif, en 2009 (mouvement Cospar), puis en 2018 (Gilets Jaunes), des milliers de travailleurs, de retraités, de chômeurs s'étaient mobilisés des semaines du-

rant.

Il serait temps de le rappeler au bon souvenir de patrons et des politiciens à leur service.

Le 1^{er} mai est une occasion de leur montrer notre colère. Tous ensemble



Ils nous pompent !

Lors des rencontres entre la préfecture, la Région, le Département et les syndicats des salariés, ces derniers qui se disaient confiants d'obtenir quelque chose, sont sortis « *tout nus, comme (ils) sont rentrés* » (CGTR).

Le préfet Latron a reconnu qu'il n'avait « *aucune autorité* » sur les pétroliers avant d'annoncer que le litre de gasoil passera à 2 euros le 1^{er} mai !

Ainsi c'est clair. Il tient le stylo, mais ce sont les capitalistes qui lui font la dictée !

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

PLACE PAUL VERGÈS DE SAINT-DENIS

SAMEDI 16 MAI de 9H30 à 11H30

SAMEDI 30 MAI de 9H30 à 11H30

Pour nous contacter :

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale Lutte ouvrière
Commission paritaire n° 1019C85576
Directeur de publication : Didier Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282

1^{er} Mai : une journée de lutte pour les travailleurs de tous les pays

Le 1^{er} Mai n'est pas une journée de manifestation comme les autres. C'est un point de repère, une référence que le mouvement ouvrier révolutionnaire a transmise, comme le drapeau rouge.

Cette idée d'une mobilisation internationale du mouvement ouvrier a été lancée il y a presque 150 ans, en 1889, quand des représentants des partis socialistes naissants de toute l'Europe et au-delà se sont retrouvés à Paris, à l'occasion du centenaire de la Révolution française de 1789, pour fonder l'Internationale ouvrière.

Ils disaient que la révolution à venir, celle qui changerait la société, serait une révolution des travailleurs de tous les pays contre leurs exploités : les rois et les reines qui restaient encore en place à l'époque, et surtout la classe capitaliste, devenue la principale classe dominante. Et pour concrétiser cette idée, ils lancèrent un appel à tous les exploités du monde à une journée de grève et de manifestations le 1^{er} mai 1890.

Aujourd'hui, alors que le monde s'enfonce dans la guerre, que dans tous les pays des dirigeants dressent leur peuple contre le peuple voisin et attisent la haine entre exploités, il y aura dans tous les pays des travailleurs, des militants pour manifester le 1^{er} mai. Et bien entendu Lutte ouvrière appelle à participer aux cortèges qui seront organisés.



Depuis que le 1^{er} Mai a été institué, il est resté un symbole de lutte pour les exploités, même dans les pires moments. Pendant la Première Guerre mondiale, le 1^{er} mai 1915 à Paris et à Lyon, les opposants à l'union sacrée organisèrent des rassemblements. Le 1^{er} mai 1916, à Berlin, le révolutionnaire Karl Liebknecht leva le drapeau rouge au milieu de milliers d'ouvriers qui l'entouraient et fut arrêté immédiatement. Pendant la Seconde Guerre mondiale, en pleine répression de l'insurrection du ghetto de Varsovie, le 1^{er} mai 1943, les jeunes militants socialistes se rassemblèrent pour

chanter *L'Internationale*.

L'internationalisme de la classe ouvrière n'est pas que l'expression d'une solidarité entre travailleurs de différents pays. C'est l'idée fondamentale qu'ils ne forment qu'un camp, une seule classe sociale par-delà les frontières, que leur sort est lié et que l'émancipation des uns ne peut se réaliser qu'au travers de l'émancipation des autres. Quelle autre idée peut mieux représenter une perspective d'avenir pour toute l'humanité ?

Accidents de travail en hausse : le prix payé par les travailleurs pour engraisser le patronat

La Sécurité sociale vient de communiquer les chiffres des accidents de travail à La Réunion en 2024.

Ils sont en hausse de 7,7 % par rapport à 2023.

6650 salariés en ont été victimes.

Dans le détail les secteurs les plus touchés sont l'action sociale (27,7 %), les industries et les commerces d'alimentations (20,8 %), les industries et le transport (14 %), les administrations (11,5 %) et le BTP (11,1%).

406 maladies professionnelles ont été recensées au sein desquelles les affections musculo-squelettiques sont les plus nombreuses (85 %). Elles concernent les mêmes secteurs d'activités.

Quant aux accidents mortels, 11 ont été recensés en 2024, contre 9 en 2023. 5 de ces décès concernaient le BTP.

Voilà des chiffres qui donnent la mesure de l'exploitation dans les entreprises réunionnaises. Ces accidents survenus sur les lieux de travail ne doivent rien au hasard,

mais tout à l'augmentation des cadences, à l'insuffisance des effectifs sur les chantiers, dans les commerces et dans le transport routier, à l'insuffisance des formations à la sécurité qui découlent eux-mêmes de la politique d'économies criminelles imposée par le patronat aux travailleurs.

Leurs profits sont entachés d'atteintes à l'intégrité physique et du sang des salariés.

Casques bleus : morts pour l'impérialisme français

Deux « casques bleus » français sont morts au Liban, l'un le 18 avril, l'autre dans les jours qui ont suivi. Ce qui rappelle, quelques semaines après la mort d'un autre soldat français en Irak, que la France est engagée au Moyen-Orient.

Et contrairement à la légende répétée par les ministres et les journalistes, son armée n'est pas là pour assurer la paix.

Certes, ces soldats ont été tués dans le cadre de la Force d'interposition des Nations unies au Liban, la Finul, supposée garantir la paix entre l'armée israélienne et les forces armées du Hezbollah libanais et « *aider le gouvernement libanais à rétablir son autorité effective dans la région* », selon le mandat de l'ONU. Avec quelle efficacité ! Depuis la mise en place de cette Finul, en 1978, il y a près de cinquante ans, le Liban a connu en tout moins de vingt ans sans guerre et subi plusieurs invasions et occupations par l'armée israélienne. Au bilan, 340 « casques bleus », soldats de diverses nationalités, ont été abattus par un camp ou un autre depuis 1978.

La poursuite de la participation française à la Finul est un symbole. Bien que n'ayant plus d'influence sur ce qui se passe au Liban, les gou-



vernements français veulent garder un pied dans un pays dont la France a été la tutrice coloniale et qu'elle a même créé. Des liens demeurent entre la bourgeoisie française et les classes privilégiées libanaises, et elle veut les garder jusqu'au bout.

Mais surtout, au-delà du Liban, 4 000 soldats français sont déployés en permanence sur diverses bases au Moyen-Orient, et à Djibouti ; s'y ajoutent ceux du porte-avions *Charles de Gaulle*, déployé en Méditerranée orientale.

Ces soldats ne risquent pas leur vie pour maintenir la paix mais pour garantir les intérêts de l'impérialisme français dans la région. Le pétrolier TotalEnergies réalise un tiers de sa production d'hydrocarbures au

Moyen-Orient. Pour sécuriser l'accès au canal de Suez du géant maritime français CMA-CGM, la marine française patrouille en permanence au large du détroit de Bab el-Mandeb qui ferme la mer Rouge. Quant aux marchands d'armes, Dassault, Thales et les autres, ils font la moitié de leurs ventes au Moyen-Orient. En échange de l'achat d'avions Rafale par les Émirats arabes unis, le Qatar, le Koweït, l'Arabie saoudite, des accords de défense ont été signés avec plusieurs de ces pays. Au nom de ces accords, l'armée française a tiré au mois de mars des dizaines de missiles à un million d'euros l'unité pour abattre des drones ou des missiles iraniens. Voilà pourquoi meurent des soldats français...

Loi Yadan : silence dans les rangs !

Au dernier moment, le projet de loi Yadan « contre les formes renouvelées de l'antisémitisme », qui devait être débattu à l'Assemblée nationale le 16 avril, a été retiré par crainte qu'il ne soit rejeté.

Mais dès le lendemain, la ministre Aurore Bergé annonçait qu'un nouveau texte de loi sur le sujet serait déposé avant l'été.

La loi Yadan, du nom de la députée qui l'a présentée, visait à assimiler toute critique de la politique israélienne à de l'antisémitisme. Ces critiques auraient alors été criminalisées car comparées à des appels « indirects » à la destruction ou à la négation de l'État d'Israël.

Cette loi scandaleuse reviendrait à

interdire de critiquer la politique de l'État d'Israël, au moment même où son armée extermine la population de Gaza et bombarde la population civile du Liban dont il d'envahit le sud. Et cela sans parler des crimes des colons israéliens envers les Palestiniens de Cisjordanie. Le projet de loi a soulevé un tollé et la pétition contre celui-ci a recueilli plus de 700 000 signatures. Une partie des députés ayant annoncé qu'ils ne le voteraient pas, le groupe macroniste à l'Assemblée a jugé préférable de le retirer pour le moment, mais le gouvernement dit ne pas y avoir renoncé.

La répression contre ceux qui dénoncent les crimes de l'État israélien et le génocide à Gaza n'a pas attendu

cette loi. Des militants ont déjà été condamnés à ce sujet. Dernière en date, la présidente de l'association EuroPalestine, Olivia Zemor, vient d'être condamnée à 24 mois de prison avec sursis pour des articles publiés juste après le 7 octobre 2023, dans lesquels elle dénonçait l'occupation israélienne à Gaza. Mais la loi Yadan aurait encore offert d'autres armes juridiques pour étendre cette répression, pour faire taire ceux qui critiquent la politique des dirigeants israéliens mais aussi pour faire oublier la complicité des dirigeants de l'impérialisme français dans le massacre des Palestiniens.

Bardella : cherche emploi au Medef

En vue de l'élection présidentielle, le Medef a invité Jordan Bardella à déjeuner : un candidat parmi bien d'autres qui sont tous soucieux de se montrer capables d'exécuter le menu d'attaques antiouvrières concocté par le patronat.

Pour ce déjeuner du 20 avril, Patrick Martin, le patron du Medef, le syndicat des grandes entreprises, s'est senti obligé de déclarer que Bardella était simplement « auditionné », comme le serait tout acteur désireux d'obtenir un rôle, aux côtés d'autres présidentiables pour 2027. Et si Bardella a fait mine de se rebeller au dernier moment en affirmant qu'il ne s'agissait pas d'un oral à l'école, il s'est quand même mis à table.

Ce déjeuner s'ajoute à d'autres pour

le Medef : Olivier Faure du PS (Parti socialiste), Hervé Marseille de l'UDI (l'Union des démocrates et indépendants). Et, pour l'instant, les prochains convives sont Bruno Retailleau des LR (Les Républicains), Édouard Philippe de Horizons, Marine Tondelier des Écologistes et Manuel Bompard de LFI (La France Insoumise).

Lors du déjeuner avec Bardella, les patrons de la métallurgie, de la banque et du BTP n'ont pas manqué de faire valoir leur point de vue. Comme ils savent le faire avec tous ceux qui veulent gouverner dans ce système.

Bardella (à moins que le procès de Marine Le Pen ne prenne une autre tournure) fait désormais partie

du personnel politique présidentiable. Le patronat lui présente donc sa feuille de route. Et si une partie de la presse y voit un événement, personne ne s'offusque du fait que la teneur des discussions et donc des demandes patronales n'ait pas fuité.

Le patronat n'a évidemment aucune raison de craindre le RN. En juin 2024, quand Bardella s'est cru aux portes de Matignon, il a renoncé à sa promesse d'abroger la dernière réforme des retraites, et déclaré que le smic resterait bloqué. Il s'agissait alors, comme aujourd'hui, de faire allégeance au grand patronat du pays.

On peut gager que le 20 avril Bardella lui a renouvelé son message.

Municipales : l'art de retourner sa veste !

Pendant toute la campagne électorale des dernières municipales, combien de candidats se sont fendus de déclarations enflammées sur leur volonté de lutter contre la vie chère et sur leur total désintéressement ?

Ils n'avaient pas assez de mesures plus ambitieuses les uns comme les autres pour aider les plus pauvres à finir leurs fins de mois plus à l'aise : développement des productions agricoles locales, circuits courts, augmentation des budgets des CAS, cantines scolaires gratuites et repas à un

euro, et on en passe.

Et voilà qu'une fois élus ou réélus, certains maires de villes dont les budgets sont par ailleurs grevés de plusieurs millions de dettes, ne trouvent rien de mieux à faire que de s'attribuer de généreuses augmentations d'indemnités. Tels sont les cas des villes de Saint-Benoît (Selly : + 48 % en tant que 1er vice président de la Ciresst), Sainte-Suzanne (15 % de plus pour tous, le maire et ses conseillers), Cilaos (+ 25 % pour les élus), Saint-Pierre (+ 20

% pour les élus), etc...

La conclusion de tout cela, c'est que tous ceux qui tirent le diable par la queue, ne peuvent faire confiance à aucun de ces beaux parleurs. Les travailleurs, en particulier, ne peuvent compter que sur leurs luttes collectives pour obtenir ce dont ils ont le plus besoin : des emplois en nombre suffisant et des salaires décents. L'argent néna dans cette société pourrie !

Éducation nationale : bons conseillers, ti donneurs !

Mardi 21 avril, une vingtaine de parents d'élève ont manifesté devant les grilles de l'école primaire de Flacourt à Sainte-Marie.

Ils ont dénoncé l'absence d'un professeur pour la classe de CE2 depuis la rentrée scolaire d'août 2025. Depuis cette date, les élèves concernés ont eu le droit à un défilé permanent de remplaçants - quinze au total. Cela a totalement désorganisé les cours.

Certains élèves, démotivés, refusent aujourd'hui de se rendre à l'école dans ces conditions. Bien que certains parents aient tenté de prendre le relais des enseignements à leur domicile, ils assistent à une régres-

sion inquiétante du niveau scolaire de leurs enfants.

L'instruction scolaire, dit la loi, est une obligation à laquelle doivent se conformer les parents d'enfants jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de 16 ans. S'ils ne s'y conforment pas ils sont passibles de peines d'amendes et même d'emprisonnement !

Mais, comble de l'hypocrisie, rien n'est prévu par cette même loi quand c'est l'État qui est pris en défaut de ne pas mettre à disposition des élèves les moyens nécessaires à leur scolarisation !

Cette différence de traitement explique sans doute pourquoi le recteur prend cette affaire par-dessus la jambe, mais c'est sans doute compter

sans la clairvoyance et la détermination des parents d'élèves de Flacourt.



Stellantis – Poissy : la direction signe la fermeture de l'usine

Jeudi 16 avril, Stellantis a annoncé l'arrêt de la fabrication de voitures dans son usine de Poissy, proche de Paris. Pour l'écrasante majorité des travailleurs, cela veut dire à terme la fermeture.

Cette annonce n'a pas surpris grand monde dans les ateliers : depuis juin 2024, les militants de SUD avaient dénoncé le projet de la direction et avaient cherché à réunir les travailleurs pour les préparer à riposter. Pendant ces deux ans, la direction a menti effrontément, expliquant qu'il n'était pas question de fermer. Elle a même promis qu'il pourrait y avoir une nouvelle voiture après l'Opel Mokka produite actuellement, si les ouvriers travaillaient plus et mieux et que l'activité pouvait encore durer vingt ans, trente ans...

La direction est donc maintenant obligée de reconnaître qu'il n'y aura plus de voiture produite à Poissy. Mais elle continue de mentir en prétendant que l'arrêt de la fabrication de voitures ne signifiera pas la fermeture de l'usine. Le 16 avril, le directeur a même osé déclarer à la presse que ses annonces étaient « une très bonne nouvelle pour les salariés ». Il affirme que 100 millions d'euros vont être consacrés pour créer de « nouvelles activités industrielles », dont il dresse une liste à la Prévert, tout en refusant évidemment de donner



le détail des emplois correspondants. La promesse la plus concrète est révoltante, elle consisterait à transférer une ligne d'assemblage de moteurs du site de Vesoul vers Poissy... ce qui se traduirait par la suppression de 190 emplois à Vesoul !

Dans leur immense majorité, les travailleurs de Poissy voient que tout cela est de la poudre aux yeux, d'autant plus que les négociations continuent pour vendre les terrains de l'usine Stellantis au Qatar en vue d'y construire le futur stade de son club, le Paris-Saint-Germain. 2 000 travailleurs embauchés sont menacés, mais des milliers de travailleurs des équipementiers qui fournissent les

pièces.

Une minorité est bien consciente que la direction a déclaré la guerre à l'ensemble des travailleurs et qu'il ne faut plus perdre de temps pour se mobiliser. Car il faut imposer à tous ces patrons et aux pouvoirs publics les garanties nécessaires pour qu'aucun d'entre eux ne se retrouve à la rue et sans salaire avec la fin de la fabrication de voitures.

Une manifestation le 23 avril a rassemblé près de 400 travailleurs devant les portes de l'usine. C'est un début. La prochaine étape de la mobilisation doit se passer à l'intérieur !

ALEFPA : grosse fatigue, petits salaires !

À l'ALEFPA, les conditions de travail se dégradent de jour en jour : changements fréquents de responsables de secteurs, plannings changés en cours de journée pour cause d'arrêts maladie de plus en plus nombreux (blessures ; burn-out) dus eux-mêmes au manque d'emplois.

Face à la hausse importante des prix des carburants et suite aux négociations avec la direction, celle-ci a décidé de porter l'indemnisation kilométrique de 38 centimes à 51 centimes pour les mois de mai et juin 2026, mais sans s'engager au-delà.

Or la préfecture nous annonce plusieurs dizaines de centimes de plus au litre de gasoil à partir du 1er mai.

Ce qu'il faut obtenir, c'est l'indexation mensuelle des salaires sur les prix !

Parlons-en des salaires ! À l'ALEFPA, le taux horaire des aides à la personne était de 11,07 € en 2022. Il est aujourd'hui de 13,65 €. Soit une augmentation de 2,58 € de l'heure en 4 an.

De son côté, l'ALEFPA recevait 22 € en 2022 pour chaque heure

travaillée. Ce montant est passé aujourd'hui à 25 € (+ 3 €)

L'argent versé par le Conseil général à l'ALEFPA pour les salaires n'est donc pas intégralement reversé aux salariés. On peut même dire qu'il l'est proportionnellement de moins en moins.

Or toute l'activité de l'association repose sur le travail des aides à la personne. Comment se fait-il que l'argent du CG ne leur soit pas intégralement redistribué ?

Colère et mobilisation des salariés du secteur privé de la Santé pour les salaires

Les salariés des cliniques privées de l'île se sont mis en grève depuis le 20 avril.

Ils revendiquent de bénéficier d'une prime de vie chère comme les salariés du secteur public. Faisant le même travail, ils exigent d'être payés au même niveau. Ils ont entièrement raison !

Les groupes capitalistes qui les exploitent font grâce à leur travail des millions de bénéficiaires qu'ils utilisent non pas à augmenter les salaires du personnel hospitalier, mais à prendre des participations dans

d'autres secteurs (tels que l'aviation civile) avec l'aide de la Région et de l'État.

Tel est le cas du groupe Clinifutur, premier groupe de santé privé de La Réunion, devant les portes duquel ils sont partis d'abord manifester avant de se rendre ensuite au siège de l'ARS à Saint-Denis.

La direction de l'ARS n'a su que leur proposer une « médiation » avec toutes les structures concernées... le 7 mai. Une manœuvre évidente destinée à les faire attendre et à les épuiser.

Leur réponse ne s'est pas faite at-

tendre : ils ont reconduit leur grève les jours suivants et sont partis manifester le lendemain devant la clinique des Flamboyants au Port, puis ont organisé une opération escargot lors de leur retour vers le chef lieu.

Reçus en préfecture le lundi 26 avril, les grévistes ont obtenu l'ouverture de discussions sur leurs principales revendications.

Après huit jours de mobilisation, ils ont suspendu leur mouvement.

Mais zot y tienbo et y larg pa !

DANS LE MONDE

LIBAN

Une guerre sans trêve

En dépit de l'annonce par Trump lui-même, jeudi 16 avril, d'un cessez-le-feu de dix jours au Liban, l'armée israélienne a poursuivi ses opérations de ratissage et de destruction de maisons à l'explosif dans le sud du pays.

Pour faciliter les négociations avec l'Iran, Trump a certes obligé Netanyahu à accepter une trêve au Liban, alors que celui-ci ne cessait de proclamer que la guerre se poursuivrait jusqu'à « l'éradication du Hezbollah ». Les membres du gouvernement israélien ont appris la conclusion de l'accord par les réseaux sociaux, comme le reste du monde. Mais si le président américain avait besoin d'afficher un succès diplomatique, il n'entendait pas pour autant obliger son partenaire à respecter un véritable cessez-le-feu. Le texte de l'accord lui-même reconnaît d'ailleurs à l'armée israélienne le droit d'user de tous les moyens pour « se défendre ». Quant à l'occupation du Liban, il n'en est même pas fait mention.

Dès le 17 avril, des centaines de milliers de Libanais qui avaient fui les combats ont cependant tenté de regagner le sud du pays. Ils se sont



heurtés à l'armée israélienne, qui a annoncé avoir établi une « ligne jaune » de démarcation, délimitant une zone tampon large de 10 à 30 kilomètres le long de la frontière avec Israël.

À l'intérieur de cette zone, les soldats israéliens détruisent les infrastructures et les habitations dans le but de la rendre inhabitable, utilisant les mêmes méthodes que dans la bande de Gaza. Pendant ce prétendu cessez-le-feu, l'armée israélienne continue de mener des attaques et des bombardements, et tous ceux qui s'approchent de trop près de la « ligne jaune » sont pris pour cible. Depuis le 2 mars, l'offensive israélienne

au Liban a fait près de 2 500 morts, plus de 7 600 blessés et contraint au total plus de 1,2 million de personnes à prendre le chemin de l'exode. Du côté israélien, 15 soldats ont trouvé la mort.

Des négociations se poursuivent en principe pour parvenir à une prolongation de la trêve mais, quelle qu'en soit l'issue, il est clair que, bénéficiant d'un soutien indéfectible de l'impérialisme américain, Netanyahu pourra poursuivre ce qui est une politique de conquête coloniale ; une politique payée au prix fort par tous les peuples de la région, y compris le peuple israélien, engagé dans une guerre sans fin.

Le diktat américain

Le cessez-le-feu avec l'Iran est prolongé pour une durée indéterminée. Mais les négociations n'ont pas repris. Le détroit d'Ormuz, artère vitale de l'économie mondiale, demeure bloqué, une situation entièrement imputable à Trump et aux dirigeants américains.

Jusqu'au 28 février, la circulation dans le détroit d'Ormuz était totalement libre. Les pasdarans l'ont bloqué en représailles aux bombardements qui, en Iran, ont détruit des dizaines de milliers de sites, non seulement des zones militaires mais aussi des usines vitales pour l'économie, des installations pétrolières parfois récentes, des ponts, des voies ferrées, des centrales électriques. Des immeubles d'habitation, des écoles, des prisons ont aussi été touchés, au moins 2 000 civils ont été tués.

Pourtant, « l'Iran ne représentait aucune menace imminente » pour les États-Unis, selon un chef des services secrets américains. Selon le *New York Times*, Trump a commencé cette

guerre « sous la pression de Netanyahu ». Celui-ci l'a convaincu que le régime iranien allait s'effondrer rapidement car il y aurait un soulèvement populaire. Il a aussi rejeté les objections de généraux américains, inquiets des conséquences sur la circulation dans le détroit d'Ormuz. Malgré l'élimination de dizaines de dirigeants iraniens haïs par les manifestants de janvier, les bombardements israélo-américains ont provoqué un sursaut national et renforcé la base du régime. Parce qu'il n'est pas tombé, parce qu'il conserve un moyen de pression sur l'économie mondiale, le régime iranien, aussi affaibli soit-il, a infligé un revers à la première puissance mondiale.

Trump est maintenant confronté aux conséquences désastreuses de sa décision, la flambée des prix du pétrole, le choc économique mondial et le coût astronomique de la guerre même si, évidemment, les conséquences pour les peuples n'entrent pas dans ses calculs. Aux États-Unis mêmes, la guerre est impopulaire,

et Trump voudrait donc, au moins pour un temps, arrêter les frais. Mais même quand il propose des négociations au régime iranien, il le fait en chef suprême de l'impérialisme : avec arrogance et mépris. La seule porte ouverte que la délégation américaine a laissée à celle de l'Iran était une capitulation sans conditions : livraison de son stock d'uranium enrichi et renoncement à un programme balistique, les sanctions, l'embargo et le blocage des avoirs bancaires étant maintenus. Les dirigeants iraniens ne pouvaient que refuser et poursuivre le blocus du détroit d'Ormuz.

Que Trump choisisse de faire quelques concessions aux dirigeants iraniens pour obtenir une paix temporaire ou qu'il décide de reprendre la guerre, navale ou aérienne, son opération Furie épique a ajouté des souffrances à celles que ses prédécesseurs ont provoquées depuis un siècle dans la région. Et elle a plongé un peu plus le monde dans la crise et la guerre.

BENIN

Présidentielle bien préparée

Dimanche 12 avril se tenait l'élection présidentielle au Bénin. Le moins qu'on puisse dire est que le suspense était inexistant.

Après dix ans de pouvoir, le président Patrice Talon, un des derniers qui soutient la France dans la région, a fini par céder la place à son poulain. Romuald Wadagni, ancien cadre d'un gros cabinet de conseil français et ancien ministre de l'Économie et des Finances du Bénin, a donc été déclaré vainqueur avec 94,27 % des voix. Pour obtenir ce score colonial, le régime n'a pas lésiné sur les moyens. Des candidats déclarés ont été emprisonnés ou exilés ; d'autres n'ont pas pu trouver les signatures nécessaires pour se présenter, les députés et maires élus en janvier appartenant tous au camp présidentiel. Dans ces conditions, un seul candi-

dat, Paul Hounkpè, avait été autorisé à se présenter contre Wadagni. Encore s'agissait-il de jouer un « match amical », selon l'expression de nombreux Béninois.

Le jour du scrutin, les files d'attente devant les bureaux de vote n'étaient pas longues. Dans certains d'entre eux, l'urne était déjà remplie avant l'ouverture, à 7 heures, voire parfois dès 6 h 20. Pourtant, même dans ces conditions, le désintérêt était tel que les notables ont dû aller chercher les électeurs pour les amener aux bureaux de vote. Confrontés à la crise économique et à la flambée des prix, les milieux populaires n'espéraient rien de ces élections, et les appels au boycott de cette mascarade s'étaient multipliés sur les réseaux sociaux. C'est pourquoi des observateurs ont mis sérieusement en doute le chiffre officiel d'une participation

de 63 %.

Pour l'ancienne puissance coloniale, en revanche, cette élection d'un président dévoué est une bonne nouvelle. L'armée française, présente en continu dans le pays depuis l'indépendance, est d'ailleurs intervenue directement le 7 décembre dernier pour sauver le régime de Talon d'une tentative de coup d'État. Quelques semaines avant l'élection, le 19 mars, on a même vu à Cotonou le général Mandon, chef d'état-major des armées françaises, venu rencontrer ses homologues béninois et ivoirien. Après avoir dû quitter le Niger et le Burkina Faso voisins, l'impérialisme français s'accroche ainsi à l'un des derniers fidèles de son pré carré.

La jeunesse se remobilise

Six mois après avoir fait tomber le gouvernement, les jeunes de Madagascar sont de nouveau dans la rue. Ils se sentent trahis par le colonel qu'ils ont mis au pouvoir.

En septembre et octobre derniers, les étudiants malgaches s'étaient mobilisés pour faire tomber le gouvernement dirigé par Andry Rajoelina. Ils revendiquaient l'accès à l'eau, à la santé, à l'enseignement, à l'emploi tout en dénonçant l'enrichissement d'une poignée de politiciens et d'hommes d'affaires corrompus. Ils refusaient d'être laissés pour compte, réclamaient un avenir meilleur, la justice sociale et une véritable démocratie. La police et la gendarmerie firent 22 morts chez les manifestants avant que l'armée, le colonel Michaël Randrianirina à sa tête, ne s'impose au pouvoir mi-octobre.

L'armée, comme il se doit dans ces coups d'État militaires, promet alors une transition démocratique rapide et des changements profonds. Six mois

plus tard, la jeunesse ne peut que faire le constat que ses revendications sont restées lettre morte. Aucune enquête n'a été ouverte sur les personnes soupçonnées d'être responsables des crimes commis durant la répression de septembre. Le nouveau budget alloué à la présidence et au gouvernement des sommes encore plus importantes que le régime précédent, tandis que les investissements dans les services essentiels – l'eau, l'électricité, l'éducation et la santé – restent marginaux. La junte a remanié tout l'exécutif et a promu près de 600 personnes issues de l'armée ou proches. Et la répression a repris, se traduisant par de nouvelles arrestations.

Des perquisitions et des arrestations arbitraires ont eu lieu sous le prétexte de « menaces pour la sécurité nationale ». Le 10 avril, six jeunes, dont des dirigeants du mouvement d'octobre, ont été arrêtés et retenus pendant des heures. Les militaires voulaient leur faire avouer qu'ils

avaient reçu de l'argent pour manifester. Et en réalité ils voulaient surtout faire peur. Puis, le 16 avril, c'est un concurrent du président colonel, un autre colonel, Patrick Rakotomamonjy et une dizaine de personnes qui lui sont liées, qui ont été arrêtés. Ce médecin militaire, un temps proche du nouveau pouvoir, a eu le tort de diffuser des vidéos dans lesquelles il témoignait des faits de corruption au plus haut sommet de l'État.

Le nouveau président Michaël Randrianirina manœuvre pour éliminer ses opposants potentiels. Il veut maintenir sa dictature sous les traits d'un gouvernement civil, si les élections promises ont réellement lieu. Face à ce pouvoir, la classe ouvrière malgache aurait toutes les raisons de se mobiliser. Quant à la jeunesse flouée, elle n'a certainement pas dit son dernier mot.

GUYANE

Militaires jugés pour extorsion d'or

Huit militaires ou ex-militaires comparaissent le 30 mars devant le tribunal judiciaire de Cayenne pour « violation de consigne » et, pour une partie d'entre eux, pour « extorsion par violence » et/ou « vol en réunion ».

Les faits remontent aux 3 et 4 octobre 2024, dans un secteur d'orpaillage illégal situé à Saint-Laurent-du-Maroni. Du point de vue des autorités, le problème est que, comme tout trafic, celui de l'or échappe au processus commercial normal et en particulier à l'impôt. Les capitalistes du secteur, eux, s'en accommodent, car au final, pas moins de 6 tonnes par an, extraites illégalement, finissent quand même dans les circuits légaux de l'or, où l'on trouve aussi une tonne par an extraite légalement en Guyane.

Selon les autorités françaises, on compterait 600 sites illégaux dans

la forêt amazonienne de la Guyane française. La plupart des 8 000 travailleurs de ces mines sont brésiliens et certains surinamais. Ces garimpeiros travaillent dans des conditions épouvantables, parfois soumis à du travail forcé – quasi-esclaves – sous la direction de gangs ou de mafias.

Les autorités françaises mènent la chasse à cette activité avec des moyens militaires : la Légion étrangère et la gendarmerie, dans le cadre de la mission Harpie. Des commandos emportés par hélicoptères débarquent sur un site et détruisent tout, en y mettant le feu ou à l'explosif, y compris les abris et les effets personnels des orpailleurs. L'objectif affiché est de tenter de les dissuader de poursuivre cette activité en la rendant plus coûteuse. Cette action militaire est toujours violente et choquante. Et les militaires se servent au passage. Ainsi la cuisinière et un orpailleur d'un site illégal ont donc porté plain-

te à la gendarmerie de Saint-Laurent-du-Maroni pour s'être violemment dépouillés par six militaires de plusieurs dizaines de grammes d'or.

La majorité des militaires prévenus ont clamé leur innocence. L'un reconnaissant tout au plus avoir reçu un peu d'or qu'il aurait « *gardé comme souvenir* »... Par ailleurs, un ex-caporal-chef a rapporté la fréquence de ce type de pratiques lors des missions de lutte contre l'orpaillage illégal. Il a déclaré : « *Ça a toujours été comme ça. [...] Pour ma première mission en forêt, j'ai été choqué : je voyais qu'ils prenaient tout... Tout le monde le fait, à un moment donné on ne réfléchit plus. [...] Je pense que la plupart des chefs sont au courant, mais ils ferment les yeux* », a-t-il conclu. Alors puisqu'il le dit, on ne peut que le croire...

Le gouvernement s'assoit sur le droit à l'enseignement public

15 192 enfants ne sont pas scolarisés à Mayotte aujourd'hui, c'est ce que vient de dénoncer l'observatoire de la non scolarisation. 12,7 % des enfants de 3 à 15 ans ne sont donc pas scolarisés dans ce département français, sans que la kyrielle de ministres de l'Éducation nationale de passage, pas plus que Macron ne s'en formalisent plus que cela.

Parmi eux, les plus discriminés sont les enfants de parents étrangers en situation irrégulière à qui certaines communes demandent de fournir de nombreux documents dont ils ne disposent bien sûr pas pour inscrire leurs enfants à l'école.

Le corollaire de cette situation, c'est d'abord la privation d'un droit fondamental aux connaissances imposé à des milliers de jeunes. C'est ensuite, logiquement, des milliers de jeunes livrés à eux-mêmes, sans occupation qui, à cause de cet abandon par l'État, se retrouvent de fait à la merci des bandes et entraînés sur le terrain des violences et de la délinquance.

Mayotte n'intéresse l'État français que par sa position stratégique à l'en-



trée du canal du Mozambique. Il n'a que mépris pour sa population et ses enfants.

D'ailleurs même les jeunes scolarisés n'ont le droit qu'à une instruction au rabais. Faute de salles de classes en nombre suffisant, 57 % d'entre eux sont scolarisés en rotation et cet-

te situation n'ira pas en s'améliorant puisque Paris n'a toujours pas réparé les écoles détruites par Chido et n'en a encore moins construit de nouvelles pour accueillir tous les jeunes en âge d'être scolarisé et dont le nombre a augmenté de 22 % entre 2019 et 2024 !

HÔPITAL DE MORONI

La grève continue

Aux Comores, la grève des contractuels de l'hôpital Al Maarouf de Moroni continue pour obtenir les mêmes salaires que leurs collègues fonctionnaires.

Le gouvernement et la direction de l'hôpital refusent toujours de répondre favorablement à la demande d'égalité salariale formulée par ces travailleurs. Ils redoublent au contraire de mesures hostiles aux grévistes. Ils en avaient déjà licenciés 5. Ils s'en sont pris à 5 autres en rompant leurs contrats de travail.

Cependant leurs espoirs de monter la population contre les grévistes semble avoir fait choux blanc. Les organisations citoyennes se réclamant de la défense des patients et demandeurs de médiation se sont heurtées

au silence de l'État. Elles dénoncent « son obstination qui consiste à priver l'hôpital et les patients de la présence et de la compétence des contractuels expérimentés » indispensables à la dispense des soins attendus par les malades.

Quant aux salariés fonctionnaires qui étaient restés jusqu'à présent à l'écart de la grève, ils en subissent eux aussi les conséquences. Leurs conditions de travail s'en sont trouvées fortement dégradées. Privés du soutien de leurs camarades contractuels dans les services, ils enchaînent aujourd'hui les heures sans repos suffisant et sont proches du burn out. Ils viennent de déclarer que si cette situation perdurait, ils ne verraient eux aussi pas d'autre solution que de rejoindre le camp des grévistes.

Voilà en effet une décision qui pourrait permettre de faire entendre raison à la direction de l'hôpital et à ses soutiens gouvernementaux !

